

À propos de la Lettre de Pierre Brossolette au général de Gaulle, 2 novembre 1942

Guillaume Piketty

▶ **To cite this version:**

Guillaume Piketty. À propos de la Lettre de Pierre Brossolette au général de Gaulle, 2 novembre 1942. Trésors d'archives (Fondation Charles de Gaulle), 2010, pp.1-4. hal-01023830

HAL Id: hal-01023830

https://sciencespo.hal.science/hal-01023830

Submitted on 15 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Lettre de Pierre Brossolette au général de Gaulle
2 novembre 1942

AN 72 AJ 2215

Guillaume Piketty
Directeur de recherches au Centre d'histoire de Sciences Po

Analyse

Au début du mois de novembre 1942, Pierre Brossolette écrit une « lettre privée » au général de Gaulle. Par cette missive adressée hors de toute voie hiérarchique, de « conscience » à « conscience », il souhaite alerter l'homme du 18 Juin sur les défauts de sa personnalité. Il veut également le mettre en garde contre les conséquences fâcheuses que ses méthodes de travail et de décision peuvent avoir pour la France Combattante et, à terme, pour la France. On ignore la réaction du Général à la réception de cette lettre. Il est cependant vraisemblable qu'elle fragilisa sensiblement la position de son auteur au sein de la France Combattante.

Contexte

À l'automne 1942, Pierre Brossolette occupe une position enviable au sein de la France Combattante dont il fait partie des décideurs. Intellectuel brillant et charismatique, fort de l'expérience acquise depuis la fin des années 1920 au sein du parti radical puis de la SFIO, il se sait porteur d'une compétence politique dont les services gaullistes sont encore largement dépourvus. Engagé en résistance dès la fin de l'hiver 1941 avec le groupe dit « du Musée de l'Homme », chef de la « Section presse et propagande » de la Confrérie Notre-Dame (CND) du colonel Rémy en novembre 1941, il bénéficie de l'aura des pionniers de l'armée des ombres et est convaincu de parler au nom des « soutiers de la gloire » de la zone occupée. D'une série d'entretiens avec le fondateur de la France Libre au mois de mai 1942, il a acquis la conviction que celui-ci est l'homme de la situation, que seul le mouvement gaulliste permettra la libération puis la rénovation de la France, et qu'il convient d'unifier la Résistance derrière le Général.

Après avoir persuadé de Gaulle de faire venir à Londres des personnalités françaises représentatives afin d'accroître sa légitimité aux yeux des Français émigrés et des Alliés, Brossolette vient d'effectuer une mission clandestine en France (3 juin – 13 septembre 1942) au cours de laquelle il a, notamment, favorisé le départ pour l'Angleterre des socialistes André Philip et Louis Vallon puis celui de Charles Vallin, l'ancien député du Parti social français (PSF). Le 1er octobre, sous le nom de *Bourgat*, il est devenu l'un des adjoints du colonel *Passy* à la tête du Bureau central de renseignement et d'action (BCRA). Le 17 octobre, avec Jean Moulin, il a été le premier responsable de la résistance intérieure élevé à la dignité de Compagnon de la Libération. Le 28 octobre, il a été nommé membre du Conseil de l'Ordre. De telles distinctions attestent la considération que de Gaulle lui porte. Par ailleurs, depuis son retour de mission, il a entrepris de développer une activité de propagandiste et d'homme politique contre Vichy et la Collaboration, pour la Résistance et la France Combattante, au service de la future rénovation de la France.

Mais, deux fois en une quinzaine de jours, Pierre Brossolette a éprouvé la rudesse de la férule gaullienne. Le 23 octobre, le chef de la France Combattante a signé l'ordre envoyant Charles Vallin en mission d'information et d'inspection au Levant, en Égypte et en Afrique française libre. Ce faisant, il a scellé l'échec de l'opération politique liée au ralliement de l'ancien bras droit du colonel de La Rocque. Par ailleurs, l'imminence d'une opération alliée en Afrique du Nord a fait naître l'idée d'envoyer une mission de la France Combattante à Alger. Pierre

Brossolette a tout fait pour en être. En pure perte car la complexité de la situation a conduit de Gaulle à réserver sa décision – d'abord envisagée comme officieuse, la mission prendra finalement corps à la mi-décembre avec le voyage à Alger du général François d'Astier de la Vigerie.

Commentaire

Comme tous les Français Combattants, aussi expérimentés et lucides soient-ils, Pierre Brossolette a subi l'ascendant du général de Gaulle dès leur première rencontre au printemps 1942. Mais l'ancien patron de la fédération socialiste de l'Aube et proche de Léon Blum, l'ancien journaliste en vue spécialisé dans l'analyse de la politique internationale aussi bien à l'écrit qu'à la radio, le combattant de 1940 devenu un pionnier de la résistance sait ce qu'il vaut et ce qu'il apporte à la France Combattante. Il n'a rien abdiqué de sa lucidité et de son esprit critique. Il n'hésite donc pas écrire son fait au Général. Il hésite d'autant moins que, par ailleurs, il ne cesse de défendre les options gaulliennes devant tous les publics et par tous les moyens possibles.

En homme pétri d'histoire qui a eu l'occasion, depuis le milieu des années 1920, de fréquenter des leaders politiques, d'analyser leur action et de passer au crible le fonctionnement de leur entourage, en démocrate et républicain soucieux qu'en matière politique notamment, la France tire le meilleur du cataclysme qui l'a momentanément abattue, Brossolette estime devoir mettre en garde de Gaulle contre son tempérament autoritaire, contre son peu de goût pour le débat et contre les possibles dérives que de telles pratiques peuvent laisser craindre. Aussi conjure-t-il le Général, « pendant qu'il en est temps encore », de faire sur lui-même « l'effort nécessaire » et de davantage tenir compte des suggestions formulées par ceux qui l'ont rejoint, commissaires nationaux en tête, afin de ne pas ruiner, dès la Libération, le projet de rénovation politique, économique et sociale dont la France Combattante est porteuse.

Lorsqu'il rédige cette lettre, Pierre Brossolette se fonde sur son observation, depuis le printemps précédent, des attitudes, méthodes et pratiques gaulliennes. Aux premiers temps de la France Libre, bricolage des débuts obligent, ces dernières ont très clairement correspondu à une certaine forme d'« exercice solitaire du pouvoir » (Jean-Louis Crémieux-Brilhac). Mais, à l'automne 1942, l'homme du 18 Juin a déjà entrepris sa mue vers un style de gouvernement relativement moins « monarchique ». Il la poursuivra dans le cadre du Comité français de la Libération nationale et, plus encore, du Gouvernement provisoire de la République française, rendant caduques certaines des remarques formulées par Brossolette.

En tout état de cause, ce dernier s'inscrit avec ces lignes au petit nombre des hommes qui – tels par exemple Jacques Bingen ou André Philip – ont osé, à un moment ou à un autre de la guerre, pour une raison ou pour une autre, adresser une volée de bois vert au général de Gaulle. Force est de constater que cette missive du 2 novembre 1942 porta un rude coup à la position de son auteur. Elle fut vraisemblablement l'une des raisons qui poussèrent le Général à ne pas nommer Pierre Brossolette à la succession de Jean Moulin au cours de l'été 1943.

Transcription

Mon Général,

Je ne vous adresse pas cette lettre par la voie hiérarchique. C'est une lettre privée – ce qui ne veut pas dire que ce soit une lettre personnelle : je ne vous l'écris que dans la mesure où je me sens responsable envers la masse de ceux à qui j'ai garanti le chef de la France combattante, en mettant à votre disposition, ici comme en France, tout ce que je possède : mon nom, mon crédit sur une partie de l'opinion, mes relations avec des hommes de tous les partis français et de presque tous les partis étrangers.

Deux fois en quinze jours, je me suis senti très loin de vous.

Il ne s'agit pas en ce moment de la conception, qui nous est commune, des nécessités de la libération et de la reconstruction française. Cette conception je la défendrai toujours et partout à côté de vous avec ferveur, avec violence contre toutes les attaques et toutes les manœuvres, celles de l'*Observer* et les autres.

Mais il s'agit de la pratique quotidienne par laquelle vous vous efforcez de préparer cette libération et cette reconstruction. Il s'agit, davantage encore, de l'image que cette pratique nous permet de nous former à l'avance de votre pratique quand vous serez en France.

Peut-être serez-vous surpris qu'elle soit mise en cause. Il entre dans votre système de nier la critique, d'en nier la valeur, d'en nier la réalité même. Cette critique, il faut pourtant que vous sachiez qu'elle est à peu près générale, et que dans la mesure où vous en repoussez ce qu'elle peut avoir d'utile et de bien-fondé, vous diminuez la force avec laquelle nous combattons, chaque jour, âprement, ce qu'elle a d'absurde, de mensonger et de haineux.

Je vous parlerai franchement. Je l'ai toujours fait avec les hommes, si grands fussent-ils, que je respecte et que j'aime bien. Je le ferai avec vous que je respecte et aime infiniment. Car il y a des moments où il faut que quelqu'un ait le courage de vous dire tout haut ce que les autres murmurent dans votre dos avec des mines éplorées. Ce quelqu'un, si vous le voulez bien, ce sera moi. J'ai l'habitude de ces besognes ingrates, et généralement coûteuses.

Ce qu'il faut vous dire, dans votre propre intérêt, dans celui de la France Combattante, dans celui de la France, c'est que votre manière de traiter les hommes et de ne pas leur permettre de traiter les problèmes éveille en nous une douloureuse préoccupation, je dirais volontiers une véritable anxiété.

Il y a des sujets sur lesquels vous ne tolérez aucune contradiction, aucun débat même. Ce sont d'ailleurs, d'une façon générale, ceux sur lesquels votre position est le plus exclusivement affective, c'est-à-dire ceux précisément à propos desquels elle aurait le plus grand intérêt à s'éprouver elle-même aux réactions d'autrui. Dans ce cas votre ton fait comprendre à vos interlocuteurs qu'à vos yeux leur dissentiment ne peut provenir que d'une sorte d'infirmité de la pensée ou du patriotisme. Dans ce quelque chose d'impérieux que distingue ainsi votre manière et qui amène trop de vos collaborateurs à n'entrer dans votre bureau qu'avec timidité, pour ne pas dire davantage, il y a probablement de la grandeur. Mais il s'y trouve, soyez-en sûr, plus de péril encore. Le premier effet en est que, dans votre entourage, les moins bons n'abondent que dans votre sens ; que les pires se font une politique de vous flagorner ; et que les meilleurs cessent de se prêter volontiers à votre entretien. Vous en arrivez ainsi à la situation, reposante au milieu de vos tracas quotidiens, où vous ne rencontrez plus qu'assentiment flatteur. Mais vous savez aussi bien que moi où cette voie a mené d'autres que vous dans l'histoire, et où elle risque de vous mener vous-même.

Or il s'agit de la France. Vous voulez en faire l'unanimité. La superbe et l'offense ne sont pas une recommandation auprès de ceux qui sont et demeurent résolus à vous y aider. Encore moins en seront-elles une auprès de la nation que vous voulez unir. Parlons net, nous qui connaissons bien ses réactions politiques : elle aura beau vous réserver l'accueil délirant que nous évoquons parfois, vous ruinerez en un mois votre crédit auprès d'elle si vous persévérez dans votre comportement présent.

Vous savez que cette ruine serait du même coup celle de tous nos espoirs, qu'elle serait la ruine même des possibilités que la France a retrouvées grâce à vous. C'est pourquoi je me permets de vous supplier de faire sur vous-même l'effort nécessaire, pendant qu'il en est temps encore. Je ne parle pas de moi, que vous avez le droit de considérer comme peu de chose. Mais vous avez des Commissaires nationaux, vous en avez de bons ; vous avez des collaborateurs militaires ; de bons collaborateurs militaires ; vous avez dans les services des hommes qui se sont volontairement réfugiés dans l'obscur ou le médiocre. Il faut que vous ayez avec eux des rapports humains, que vous sollicitiez leur conseil, que vous pesiez leurs avis. Les grands chefs de gouvernement l'ont toujours fait. Surtout ceux qui se sentaient le plus sûrs d'eux-mêmes. Ils ne se diminuaient pas ainsi. Ils se grandissaient. Vous m'objecterez vos difficultés, la nécessité de faire la guerre, de faire la révolution. Mais c'est justement dans l'adversité qu'il faut le plus se contrôler soi-même ; car elle est une terrible école d'amertume, et l'amertume est la pire des politiques.

Peut-être vous étonnerez-vous de me voir vous parler avec cette liberté, et sur le ton d'un homme s'adressant à un autre homme. Je pourrais vous répondre qu'il s'agit là de politique, et que dans ce domaine je suis peut-être un des Français de Londres qui possèdent le plus d'expérience. Mais là n'est pas le problème. Nous n'en sommes pas à mesurer les mérites, les talents, l'intelligence et les situations. Ce sont nos consciences qui sont en cause. Et une conscience peut toujours parler d'égale à égale à une autre conscience.

Si je vous ai néanmoins choqué par la liberté de mon propos, je vous prie de bien vouloir m'en excuser. Je ne l'ai fait que par sincérité, à cause de l'attachement profond que je vous porte, à cause du sacrifice que j'ai fait à la France Combattante de toutes les prudences, et de toutes les pudeurs mêmes.

Je crois que vous me comprendrez.

Et je vous prie d'agréer, mon général, l'assurance de mon très grand respect, et d'une affection plus grande encore.